



MARINE LE PEN AUX PORTES DU POUVOIR ?

FORCES ET FAIBLESSES DU VOTE RN, ET STRATÉGIE POUR ÊTRE MAJORITAIRE

Par Mehdi Triki et Marine Hannouna, Analystes au Millénaire

William Thay, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le 7 juillet 2026, la cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation de Marine Le Pen pour détournement de fonds publics, tout en ramenant sa peine d'inéligibilité à 45 mois dont 30 avec sursis. Les 15 mois ferme étant réputés purgés depuis la première instance, la dirigeante du Rassemblement national redevenait éligible à l'instant même du délibéré. Le soir venu, sur TF1, elle a levé les dernières incertitudes en annonçant à la fois sa candidature à l'élection présidentielle de 2027 et **un pourvoi en cassation, dont l'effet suspensif écarte la peine d'un an de prison ferme et le bracelet électronique qu'elle disait incompatible avec une campagne**. « Je ferai campagne sans bracelet électronique », a-t-elle affirmé, refermant d'un même geste la séquence judiciaire ouverte le 31 mars 2025.

La voie est donc libre, et la question qui domine désormais la vie politique française peut se poser sans détour : **le Rassemblement national est-il aux portes du pouvoir ?** Premier parti de France aux européennes de 2024 comme aux législatives qui ont suivi, favori de tous les sondages pour 2027, il n'a pourtant jamais transformé cette domination des premiers tours en victoire finale. Entre la force d'un vote devenu majoritaire dans des pans entiers de la société et la barrière, toujours reformée, du second tour, l'écart demeure. C'est cet écart que cette note se propose de mesurer, puis d'interroger : **de quoi le vote RN est-il fait, qu'est-ce qui le porte et qu'est-ce qui le limite, et à quelles conditions pourrait-il franchir la barre des 50 % plus une voix ?**

Répondre sérieusement suppose de résister à deux facilités. La première consiste à lire les sondages du jour, qui mesurent une popularité d'avant-campagne et ne renseignent en rien sur la capacité à conclure. La seconde consiste à extrapoler la dynamique, comme si la progression continue d'un parti suffisait à garantir son arrivée au pouvoir. Cette note prend un autre chemin : elle part de ce qui fait structurellement la force du vote Rassemblement national, pour identifier ensuite ce qui lui manque encore.

La première partie retrace ainsi les carburants du vote RN depuis 2011, sa sociologie, sa géographie et sa mue récente en vote attrape-tout. La deuxième

examine comment le parti prépare 2027, l'équation du 50 % plus une voix, ses avantages structurels de favori et les faiblesses que les scrutins intermédiaires, municipales de 2026 comprises, ont révélées. La troisième dessine enfin le chemin de victoire qui s'ouvre à sa candidate, à l'aune du clivage qui dominera la société française en 2027.

AVANT-PROPOS.....	2
<i>HISTORIQUE DES CARBURANTS DU VOTE RASSEMBLEMENT NATIONAL DEPUIS 2011.....</i>	5
HISTORIQUE ET SOCIOLOGIE DU VOTE RN.....	5
LES CARBURANTS STRUCTURELS DU VOTE RN.....	5
UNE PROGRESSION ELECTORALE CONTINUE.....	7
UNE PROGRESSION ÉLECTORALE QUI SE HEURTE TOUJOURS AU FRONT REPUBLICAIN ?.....	11
LA GEOGRAPHIE DU VOTE RN.....	14
LES DERNIÈRES CONQUÊTES DU RN POUR DEVENIR UN VOTE “ATTRAPE-TOUT”	18
<i>COMMENT LE RASSEMBLEMENT NATIONAL PRÉPARE 2027 ?.....</i>	21
LE RN PEUT-IL FAIRE 50% + 1 VOIX ?.....	21
L'EFFACEMENT DU GENDER GAP.....	22
UN VOTE ATTRAPE-TOUT SANS ANGLE MORT.....	22
UNE ADHESION SUPERIEURE AU REJET.....	22
UNE COMPARAISON DU REJET.....	23
MUNICIPALES 2026 : DES ENSEIGNEMENTS A TIRER POUR LE RN ?.....	25
L'AVANTAGE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL : LE SEUL PARTI QUI JOUE DÉJÀ LE SECOND TOUR.	27
UN STATUT DE FAVORI, MAIS DES FAIBLESSES.....	28
DEPUIS 2012, LE RN EST TOUJOURS DONNÉ PLUS HAUT DANS LES SONDAGES 1 AN AVANT LA PRÉSIDENTIELLE.....	28
DES DUELS VOLATILS ET UNE FAVORITE SANS MESURE.....	29
DES DIFFICULTÉS GÉOGRAPHIQUES ENCORE ÉPROUVÉES.....	29
<i>QUEL EST LE CHEMIN DE VICTOIRE POUR LE RN EN 2027 ?.....</i>	33
UN CHEMIN DE VICTOIRE DÉPENDANT DE LA NATURE DU CLIVAGE DOMINANT AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE.....	33
QUEL CHEMIN DE VICTOIRE POUR MARINE LE PEN ?.....	35
CONCLUSION.....	38

HISTORIQUE DES CARBURANTS DU VOTE RASSEMBLEMENT NATIONAL DEPUIS 2011

Avant de comparer les deux candidats, il faut comprendre ce qui, en amont, fait la force du Rassemblement national. Un vote ne se décrète pas, il se construit, et celui du RN repose sur des ressorts structurels dont Marine Le Pen et Jordan Bardella sont créateurs mais aussi héritiers. Cette première partie retrace ce socle en trois temps : ce qui nourrit le vote RN dans la durée, où il s'enracine géographiquement, et comment il a débordé de ses bastions historiques pour devenir un vote attrape-tout. C'est à l'aune de cette essence que se mesurera ensuite la capacité de chacun à transformer une force de premier tour en majorité de second tour.

HISTORIQUE ET SOCIOLOGIE DU VOTE RN

LES CARBURANTS STRUCTURELS DU VOTE RN

Marine Le Pen défend une ligne qui place **la protection au centre de son projet lui ayant permis une véritable conquête de l'électorat populaire qui sont les plus vulnérables aux grands bouleversements sécuritaires, identitaires, économiques, culturels et en termes de services publics**. Cette notion de protection se décline à la fois sur les enjeux sécuritaires et identitaires avec la question migratoire, mais également sur le plan économique (protection du pouvoir d'achat et de l'emploi dans les zones ayant subi la désindustrialisation) ou encore sur le plan culturel et du mode de vie à la française.

Or, la **demande de protection de la part des est une demande croissante des Français qui s'inscrit dans une tendance de fond observées dans toutes les sociétés occidentales**. Brexit, trumpisme, progression des droites nationales dans la majorité des pays européens en sont d'autres émanations.

C'est pourquoi, sur le terrain régalien, immigration, sécurité, souveraineté, laïcité, **la question de la protection est un invariant dans la doctrine du parti**. Priorité nationale, fermeté migratoire, restauration de l'autorité et de la sécurité : sur ces marqueurs, les deux dirigeants défendent la même ligne, et c'est précisément ce socle commun qui définit le Rassemblement national.

Sur le plan économique, le RN est favorable à un État interventionniste et redistributeur, à la défense du pouvoir d'achat et à une taxe sur les superprofits. Sur les retraites, il continue de défendre un âge légal de départ, marqueur social destiné à rassurer un électorat populaire méfiant envers les réformes libérales, même si elle a récemment entrouvert l'idée d'une part de capitalisation volontaire. Cette ligne constitue le socle même de son implantation. Marine Le Pen a bâti sa force sur d'anciens électeurs ouvriers et communistes dont elle se veut la porte-parole.

Cette orientation sociale ne relève pas de la conviction récente mais d'une construction stratégique de long terme. En prenant la présidence du parti en 2011, Marine Le Pen a délibérément déplacé le centre de gravité du Front national, formation dont la ligne politique a beaucoup varié (reaganiste dans les années 1980, poujadiste dans les années 1990-2000), vers un discours de protection : défense des services publics, de la retraite à 60 ans, du pouvoir d'achat des « invisibles ». Ce repositionnement a accompagné la conquête des anciennes terres industrielles et ouvrières du Nord et de l'Est, où le parti a prospéré sur le déclin du Parti communiste et le sentiment d'abandon des classes populaires. La ligne sociale n'est donc pas un supplément d'âme, **elle est la matrice même du vote Rassemblement national tel qu'il existe aujourd'hui, celui qui atteint 54 % chez les ouvriers**¹.

Mais les seuls thèmes programmatiques n'expliquent pas seulement « le vote RN ». Selon le dernier baromètre Fractures françaises d'octobre 2025 conduit par la Fondation Jean Jaurès², **9 Français sur 10 considèrent le pays en déclin, dont 32% qui considère le déclin irréversible**. Or, le Rassemblement national, parti

¹ [Institut Terram. « Géographie, sociologie, sentiment de relégation : ce que révèle le vote Rassemblement national », Jérôme Fourquet, 2024.](#)

² [Fractures françaises 2025 : La lassitude de la société française](#), Fondation Jean Jaurès, 20 octobre 2025.

d'opposition, ne peut pas être crédité d'y avoir contribué. Ainsi, le RN apparaît comme un vote de rupture avec le manque d'efficacité et l'impuissance publique des 40 dernières années de gestion publique. Or, sur les dernières années, les Français ont pu exprimer un vote d'alternance entre la droite et la gauche traditionnelle, et même avec le meilleur des deux étant censé être incarné par le macronisme contre lequel le RN souffrait face à la domination technique et sur l'expertise.

Toutefois, les partis de gouvernement ont vu leur crédibilité s'effondrer avec leurs résultats économiques très mitigés sur le plan économique (3 500 milliards d'euros de dette, 115% de dette par rapport au PIB, déficit public de 5,5% du PIB, 3^e endettement public de la zone euro, etc.), mais également sur les autres sujets de politiques publiques (sécurité, immigration, éducation, santé, etc.).

UNE PROGRESSION ELECTORALE CONTINUE

La progression électorale du Front national, devenu Rassemblement national, est spectaculaire depuis le début des années 2000. Comme nous l'avons vu, le parti a bénéficié de carburants électoraux multiples. Cette progression s'illustre tant sur les élections nationales que les élections locales, mais c'est sur les premières que la dynamique est impressionnante à observer.

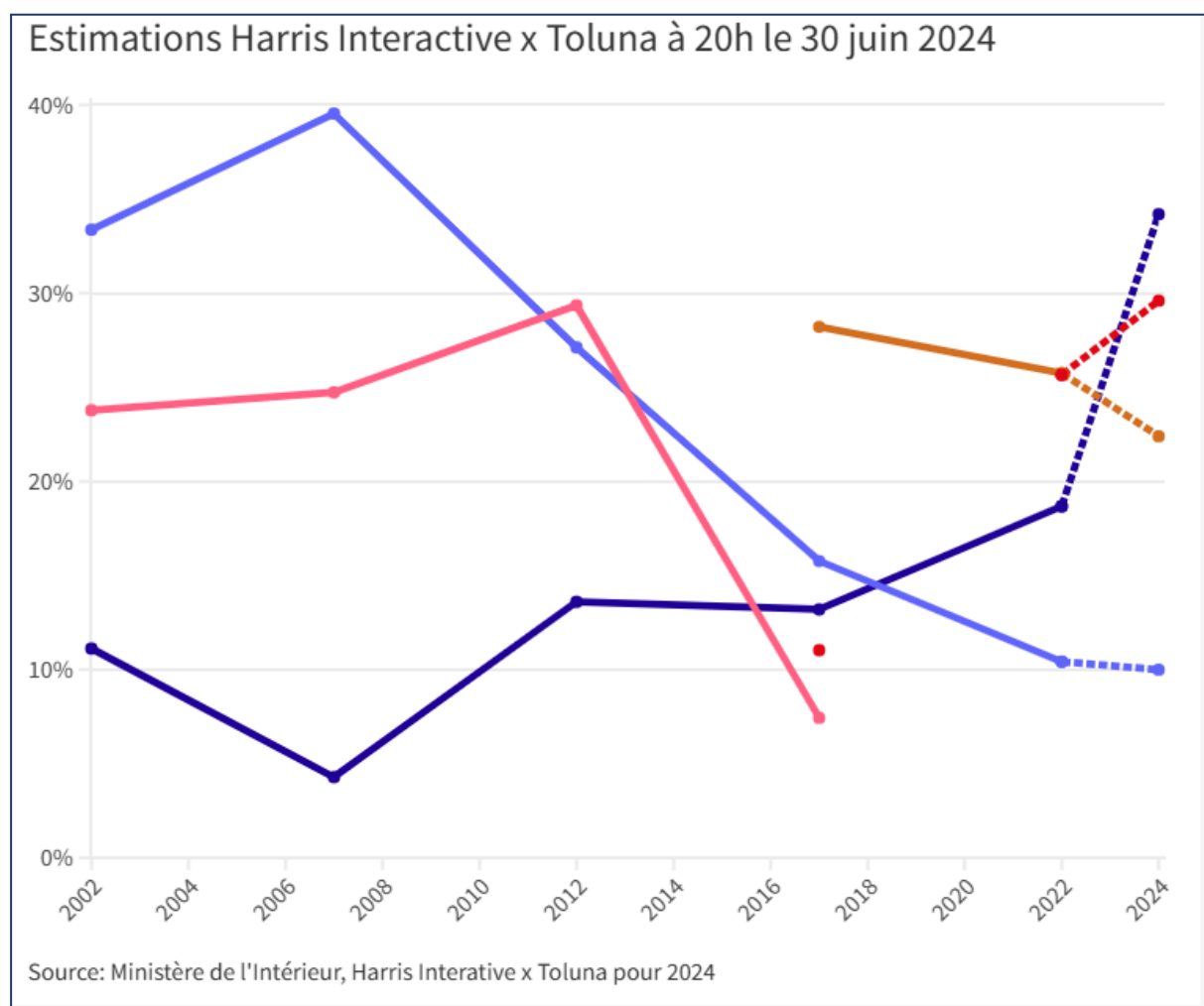
Le graphique ci-dessous montre la montée en puissance du parti au second tour des deux dernières élections (2017 et 2022), comparativement à l'unique qualification de Jean-Marie Le Pen en 2002.

En 2002, **4,8 millions de Français (16,86% des voix) votent pour Jean-Marie Le Pen au premier tour, lorsque Marine Le Pen emporte 8,1 millions de suffrages (23,15%) en 2022.**

Cette forte progression électorale se perçoit également sur les élections législatives avec une progression spectaculaire entre 2002 et 2024. Les législatives

représentent traditionnellement un défi pour le RN en raison d'un ancrage territorial très spécifique et circonscrit sur le plan géographique (cf. partie suivante) et son isolement politique qui limitent tout deux ses victoires au second tour.

Toutefois, depuis 2002, le parti a vu ses scores augmenter de façon significative, passant d'une marginalisation du parti à l'Assemblée nationale à une forte présence en 2024.



3

Sur ce graphique, **la ligne bleu foncé** représente la trajectoire électorale du RN. En 2002, sous la direction de Jean-Marie Le Pen, le Front national obtenait 11.3%,

³ Challenges, Législatives 2024 : le RN au plus haut depuis 2002, 30 juin 2024 (modifié le 23 décembre)

sans toutefois se qualifier au second tour. En 2007, le score baisse fortement, autour de 4.3% des voix après la défaite face à la stratégie de Nicolas Sarkozy.

En 2012, le RN enregistre 13.6% des voix. Deux sièges sont obtenus : une place accordée à Marion Maréchal Le Pen et une pour Gilbert Collard (apparenté Front national). Ces deux victoires sont obtenues dans des endroits et des circonstances très spécifiques incarnant le « RN du Sud ». Il s'agit de la 3^{ème} circonscription de Vaucluse et de la 2^{ème} circonscription du Gard. En effet, Marion Maréchal l'emporte dans une circonscription où le FN a toujours fait des bons résultats depuis les années 1980 (environ 20%) et dans le cadre d'une triangulaire avec une candidate socialiste qui ne se retire pas. En revanche, Gilbert Collard l'emporte dans le cadre d'une triangulaire dans une circonscription historiquement plus partagée entre la droite et la gauche depuis les années 1980.

En 2017, le parti stabilise sa trajectoire avec **13,2% et l'obtention de 8 sièges**. Si la progression électorale semble faible, elle permet néanmoins au parti de s'ancrer dans certains territoires, notamment dans les territoires du Nord de la France avec les victoires de **Marine Le Pen** dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais, de **Bruno Bilde** dans la 12^e circonscription du Pas-de-Calais, de **Ludovic Pajot** dans la 10^e circonscription du Pas-de-Calais, de **José Evrard** dans la 3^e circonscription du Pas-de-Calais ou encore de **Sébastien Chenu** dans la 19^e circonscription du Nord,

En 2022, un nouvel élan post-présidentielles relancent la machine à succès, avec un **score de 18.7%** au premier tour. Le RN obtient **89 députés, bénéficiant aussi du délitement des LR (ligne bleue clair) et du rejet électoral du macronisme (ligne orange)**. Cette percée est attribuée à une **stratégie de dédramatisation** qui s'ajoute aussi à l'impopularité croissante du Président de la République nouvellement réélu.

Enfin, 2024 signe l'apogée du RN aux législatives. **Son score historique de 33.1%** des voix au premier tour avec UDR, donne **143 sièges** aux députés du parti. Rétrospectivement, **la progression du RN est spectaculaire : 0 sièges en 2002, à 143 en 2024.**

Cette progression électorale depuis 15 ans n'est pas unanime selon les élections et selon les catégories socio-professionnelles.

Le vote Rassemblement national ne se lit pas de la même manière selon les scrutins, et cette variation dit beaucoup de sa nature. Aux européennes de 2024, scrutin proportionnel à faible enjeu de pouvoir immédiat, la liste conduite par Jordan Bardella atteint 31,4 % des suffrages et arrive en tête dans presque toutes les catégories sociodémographiques. Trois semaines plus tard, aux législatives anticipées, le parti et ses alliés rassemblent 33 % au premier tour, soit près du double du précédent record de 2022, alors à 18,7 %. La géométrie du vote change pourtant d'un scrutin à l'autre. Aux municipales, où prime le maillage d'élus locaux et de notables, le parti reste historiquement sous-représenté, faute d'un ancrage territorial comparable à celui des formations installées.

Sa sociologie de fond demeure celle des catégories populaires. **Aux législatives de 2024, le RN réunit 57 % du vote ouvrier, en progression de 12 points sur 2022, et 44 % du vote employé, en hausse de 19 points.** Il domine chez les non-bacheliers, à 49 %, et devient le premier parti des salariés, à 36 %, aussi bien dans le public, à 34 %, que dans le privé, à 37 %. Le vote croît avec l'âge actif, de 33 % chez les 18-24 ans à 40 % chez les 50-59 ans, avant de refluer chez les plus de 70 ans, seule tranche où le camp présidentiel conserve un avantage, à 32 %. Ainsi, alors que les catégories populaires et intermédiaires sont marquées par une abstention plus forte que la moyenne des autres CSP, le RN est devenu le premier parti des catégories populaires et intermédiaires avec l'abstention.

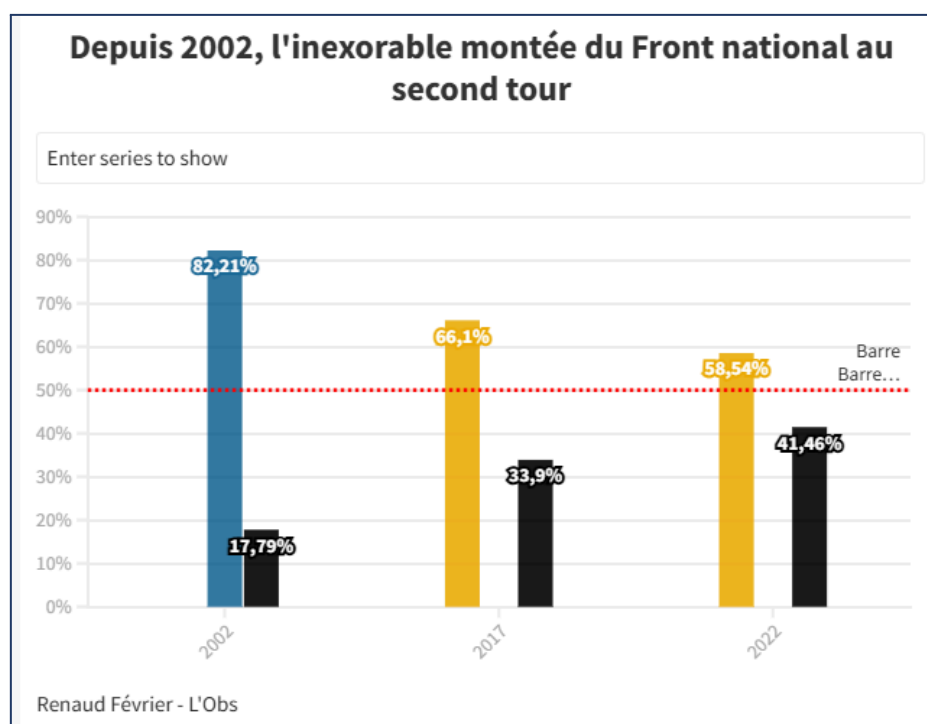
Autre, clivage décisif, le clivage territorial : le RN rassemble 40 % des voix dans les communes de moins de 2 000 habitants et 38 % chez les électeurs déclarant moins de 1 250 euros de revenus mensuels, quand il tombe à 21 % chez les cadres, son point bas.

Avant de mesurer ce que ce clivage sépare, il faut prendre acte de ce que le vote Rassemblement national est devenu. En une décennie, il a effacé ses lignes de

faillie historiques. Entre 2022 et 2024, le vote RN est passé de 17 % à 32 % chez les femmes, de 12 % à 31 % chez les retraités, de 15 % à 32 % dans la tranche supérieure de revenus, et il a doublé chez les cadres, de 11 % à 22 %. L'écart entre hommes et femmes, longtemps constitutif du vote d'extrême droite, a presque disparu, et les différences d'âge se sont resserrées. Le parti a conquis les électorats qui lui étaient historiquement les plus hostiles, retraités et catégories supérieures en tête, au point que sa sociologie se rapproche désormais de celle de la population française. Ce vote attrape-tout au premier tour pose pourtant une énigme : il n'a jamais produit de majorité au second. La divergence entre Marine Le Pen et Jordan Bardella se lit comme deux réponses à cette énigme, consolider le noyau qui fait la force du parti ou pousser l'élargissement qui lui manque encore.

UNE PROGRESSION ÉLECTORALE QUI SE HEURTE TOUJOURS AU FRONT REPUBLICAIN ?

Figure – **L'érosion du front républicain au second tour de la présidentielle entre 2017 et 2022, vs. 2002⁴**



⁴ [Le Nouvel Observateur](#). De 2002 à 2022, l'inexorable montée du score des Le Pen au second tour. *Le Nouvel Obs*, 24 avril 2022.

En 2002, le Front national suscite un vote rejet massif. Alors que Jean-Marie Le Pen remporte 4,8 millions de voix au premier tour, il n'en obtient que 5,5 millions au second, soit une progression de 700 000 voix. Sans report de voix, le candidat frontiste a suscité un vote rejet massif conduisant à la grande victoire et à la réélection de Jacques Chirac, avec 82,21% des suffrages, contre 17,79% au Front national.

Toutefois, progressivement, ces appels à « faire barrage au FN » auront de moins en moins d'effets. 15 années après cet échec, **le parti, représenté par Marine Le Pen, et qui avait aussi connu un appel massif à voter contre le RN, arrive tout de même à doubler le dernier score de son père, avec 33.9% des suffrages, au second tour de 2017.**

Le rejet de la politique menée par Emmanuel Macron lors du premier quinquennat ayant conduit aux Gilets Jaunes mais aussi à d'autres crises sociales et la difficulté du Président de la République à améliorer la situation économique des Français ont contribué à **faire progresser encore de près de 10 points supplémentaires par rapport 2017, avec un score à 41.46% au second tour de 2022.** Cette campagne de Marine Le Pen portée sur le pouvoir d'achat a contribué à améliorer son score au premier tour en touchant d'autres catégories de Français : professions intermédiaires, classes moyennes, fonctionnaires de catégorie C ou B.

En revanche, si on constate par ces chiffres, une forme d'érosion du front républicain, cela ne signifie pas que ce dernier n'existe plus. En effet, même après la stratégie de normalisation et de dédiabolisation, la présence progressive du RN dans les cercles de pouvoir, dans toutes les élections à deux tours, le RN fait l'objet d'un vote rejet.

Aux régionales de 2015, le retrait des listes socialistes a suffi à priver le Front national des deux régions où il paraissait imbattable au soir du premier tour, le Nord et la Provence, finalement perdues avec plus de neuf points d'écart. Mais il

serait très simpliste de résumer le retrait des listes comme unique composante du « front républicain ».

En effet, lors des régionales de 2015, **le Front national est proche de gagner plusieurs régions (40,64% des voix en Hauts-de-France, 40,55% en PACA et 36,07% en Grand-Est) ou de 2021 (36,38% en PACA)**. Au second tour, les dirigeants et les électeurs se mobilisent contre le RN. D'abord, par des consignes de vote barrage pour les électeurs des listes éliminées, mais surtout par le choix des dirigeants de gauche du retrait de leurs listes comme en Hauts-de-France ou en PACA en 2015 se privant ainsi d'élus au conseil régional. Ensuite, les électeurs se mobilisent contre le Rassemblement national car la crainte de voir le parti à la flamme appliquer certaines mesures l'emporte sur tout. Ce regain d'efficacité du front républicain lorsque le Rassemblement national peut arriver aux responsabilités s'illustre par **un meilleur report de voix que ce que prévoient les enquêtes d'opinion et par une augmentation de la participation pour réussir à rattraper un Rassemblement national loin devant (16 points d'écart dans les Hauts-de-France ou en PACA)**. La mobilisation électorale est donc exceptionnelle tant en termes de report des listes battues que de mobilisation d'électeurs n'étant pas venus voter au premier tour. En effet, lorsqu'il faut voter contre le RN, la participation est systématiquement plus importante comme en 2015, en Hauts-de-France (61% de participation au second tour contre 55% au premier tour), en PACA (52% contre 60%) ou Grand-Est (59% contre 48%).

Dans une moindre mesure, en 2021, la même mécanique a rejoué en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où le désistement de la gauche a offert au sortant une victoire à plus de 57 %. Les présidentielles ajoutent une leçon plus fine encore : en 2017 comme en 2022, l'écart final du second tour a dépassé les intentions mesurées avant le premier tour, les enquêtes du printemps 2021 donnant Emmanuel Macron vainqueur à 54 % quand il l'a emporté à 58,5 %. L'isolement amplifie le barrage que les sondages sous-estiment. Rien n'indique que cette prime au front ait disparu, elle s'est déplacée des électeurs de droite, désormais poreux, vers les autres blocs.

De plus, ce qui est advenu lors des élections régionales s'est répété pour **les élections législatives de 2024**. Elles apportent une réponse en deux temps, et

elle est plus subtile que le récit dominant. Premier constat, le front républicain fonctionne encore contre le parti : arrivé en tête dans 258 des 501 circonscriptions en jeu au second tour, le Rassemblement national a été battu dans 154 d'entre elles, aux deux tiers dans des circonscriptions où un désistement était intervenu entre les deux tours.

Second constat, plus important pour l'avenir, **la digue ne tient plus au niveau des électeurs de droite.** Face à un duel entre la gauche et le Rassemblement national, seuls 29 % des électeurs Les Républicains se sont reportés sur le candidat de gauche, quand 34 % ont choisi le candidat du parti à la flamme, proportion qui monte à 38 % lorsque le candidat de gauche était issu de La France insoumise. Autrement dit, le barrage demeure une consigne d'appareils, mais il a cessé d'être un réflexe d'électeurs à droite. C'est exactement la faille que la stratégie de Bardella entend élargir, et c'est elle qui donne au pari de la conquête sa base arithmétique.

LA GEOGRAPHIE DU VOTE RN

La force du Rassemblement national ne se distribue pas uniformément sur le territoire, et sa carte électorale, remarquablement stable depuis vingt-cinq ans, éclaire la nature même de son vote. Concrètement, nous avons deux grilles de lectures superposées. Une sur les oppositions régionales héritées, et une autre sur le gradient d'urbanité qui traverse toutes les régions.

La première dimension oppose l'est à l'ouest. Les bastions historiques du parti se concentrent dans le Nord-Est, des Hauts-de-France à l'ancienne Champagne-Ardenne et aux confins franciliens, et sur le littoral méditerranéen prolongé par la vallée de la Garonne, la vallée du Rhône assurant la jonction entre ces deux pôles. Leur fait face ce que Jérôme Fourquet nomme la « diagonale bucolique », un espace courant du sud du Massif central à la Bretagne, où le vote reste nettement inférieur à la moyenne nationale, auquel s'ajoutent le massif alpin, la pointe sud-ouest et surtout les grandes métropoles. Ainsi, le FN devenu RN a pu creuser son sillon électoral sur les terres de l'Est, d'abord dans le Sud. Nous l'avons vu précédemment, le début de la nouvelle progression du RN débute

dans le Sud avec les deux circonscriptions remportées en 2012, puis le très haut score de Marion Maréchal aux régionales 2015. Ensuite, le RN progresse dans le Nord avec les résultats de 2017 où l'on constate un ancrage fort dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Aujourd'hui, nous retrouvons ces deux forces dans le vote RN du 1^{er} tour des élections législatives 2024 comme l'indique cette carte produite par Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach pour l'Institut Terram montrant que la quasi-totalité des députés RN élus au 1^{er} tour en 2024 l'ont été dans ces bastions⁵.

Carte 1. Le vote RN au 1^{er} tour des élections législatives de 2024 par circonscription

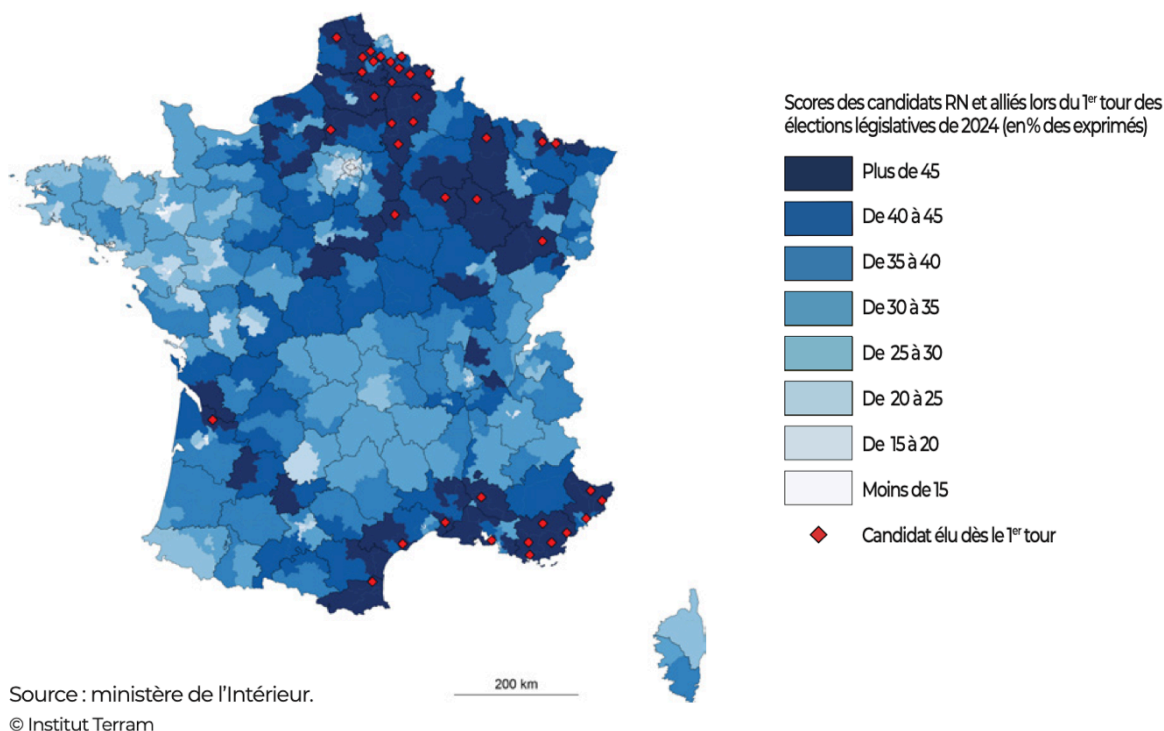


Figure – **Géographie du vote Rassemblement national aux législatives 2024,**
Institut Terram, 2024⁶

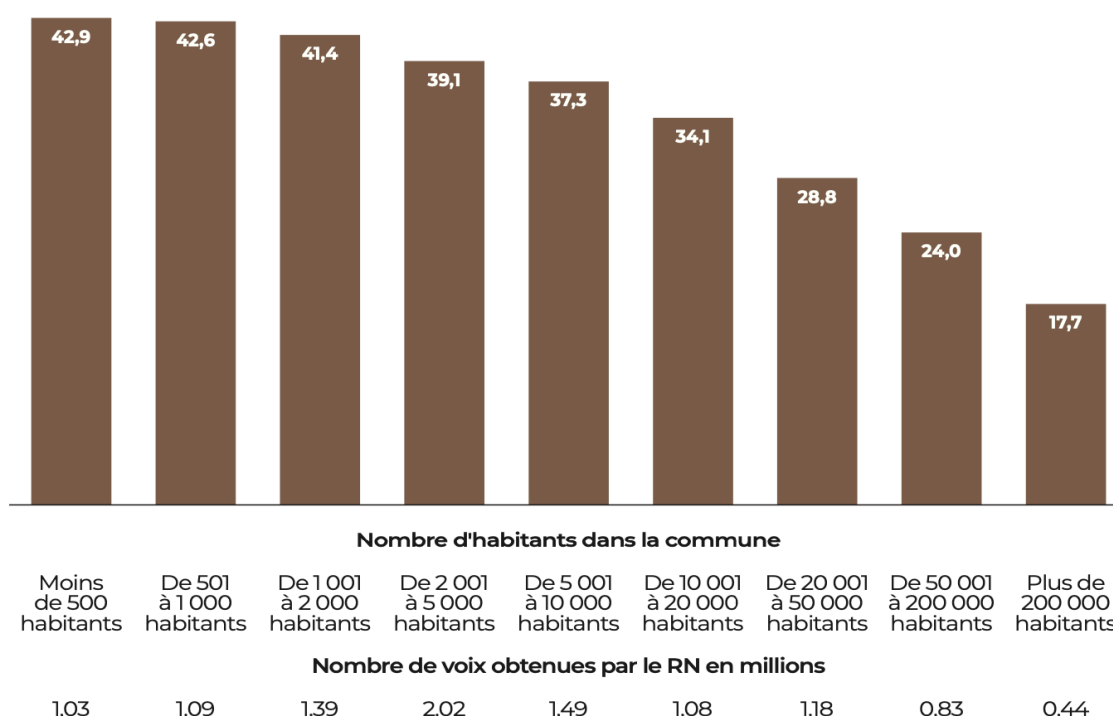
La seconde dimension, plus déterminante encore, est le gradient d'urbanité, c'est-à-dire la distance à la grande ville. Le vote croît mécaniquement à mesure

⁵ Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, [Comprendre la géographie du vote RN en 2024](#), Institut Terram, 2024.

⁶ Ibid.

que l'on s'éloigne des centres. Il n'est que de 24,6% à moins de 10 kilomètres d'une agglomération de 100 000 habitants, atteint 33,8% entre 10 et 20 kilomètres, 37,7% entre 20 et 30, puis franchit les 40% au-delà de 30 kilomètres. La même hiérarchie se lit à la taille des communes : **le RN dépasse 40% dans les communes rurales de moins de 2 000 habitants, se tient entre 34% et 39% jusqu'à 20 000 habitants, retombe sous 30% au-delà, et sous 20% dans les métropoles de plus de 200 000 habitants.**

Graphique 2. Le vote RN au 1^{er} tour des élections législatives de 2024 en fonction de la taille de la commune



Source : ministère de l'Intérieur, calculs des auteurs.

© Institut Terram

Figure – **Vote Rassemblement national aux législatives 2024 selon la taille de la commune**, Institut Terram, 2024⁷

Ainsi, le fait majeur tient dans la masse que représentent ces territoires : **près de 70% des 10 millions de voix du parti aux législatives de 2024 proviennent de communes de moins de 10 000 habitants.**

⁷ Ibid.

Cette géographie est le reflet d'une sociologie claire. **Le vote RN épouse la France déclassée, celle qui cumule éloignement des services, dépendance à la voiture et faible capital résidentiel.** Le Rassemblement national rassemble ainsi 49% des électeurs se déclarant très dépendants de leur automobile, contre 28% chez ceux qui ne le sont pas.

Surtout, la dynamique récente est plus vive à la périphérie qu'au centre : entre 2022 et 2024, **le vote a progressé de 17 points dans les couronnes périurbaines éloignées, contre 11,5 points dans le cœur des métropoles.** Le parti creuse donc son avantage là où il est déjà fort, sans avoir encore percé les grandes villes, qui demeurent le dernier verrou de son élargissement.

Si cette assise électorale est une force, elle peut constituer en outre une faiblesse. En effet, la métropolisation du pays a conduit à ce qu'en France, plus de 30% de la population française vit dans une des 21 métropoles françaises, soit les villes de plus de 200 000 habitants, où nous avons vu que le RN ne fait que 17%. Sur le plan démographique, c'est tout autant que l'ensemble du monde rural, où le RN enregistre des scores dépassant les 40%.

Or, **à l'exception de Paris pour des raisons particulières, l'ensemble des métropoles voient leur nombre d'habitants progresser depuis 2011 : +0,7% par an en moyenne, et notamment +1% par an dans les métropoles du Sud et de l'Atlantique** (Nantes, Rennes, Lyon, Angers, etc.), des terres moins acquises au RN. Si avec la crise sanitaire et les confinements, cette dynamique s'est essoufflée, elle n'en demeure pas moins une tendance structurelle qui crée un enjeu pour le RN : **non pas celui de chercher à gagner les voix des métropoles, mais plutôt de savoir comment ne pas être rejeté dans les métropoles qui concentrent 30% des voix.**

LES DERNIÈRES CONQUÊTES DU RN POUR DEVENIR UN VOTE “ATTRAPE-TOUT”

Cette divergence dépasse la querelle d'écoles et dessine deux stratégies de conquête différentes, mais complémentaires.

La ligne sociale de Le Pen sécurise la base populaire, ouvrière et modeste, dont le vote s'est consolidé au fil des scrutins. La ligne plus ouverte sur les thèmes et les préoccupations des électeurs de droite de Bardella vise un autre gisement : les retraités et une partie des cadres et de l'électorat de droite, catégories qu'il faut aller chercher pour entrer à l'Élysée. Cette approche demeure porteuse puisque les retraités et les cadres aisés ont progressivement basculé sur une ligne plus décliniste quant à leur situation personnelle (tassement du niveau de vie, déclassement intergénérationnel), mais aussi quant à celle du pays en particulier sur les questions sécuritaires et migratoires. Cette nouvelle donne offre un terreau favorable à une conquête du RN.

Mais, une telle conquête aura un coût. En poussant le curseur vers la droite, le parti prend le risque de fragiliser sa base historique. Les enquêtes confirment cette tension. **Le potentiel électoral de Bardella est légèrement supérieur, mais le différentiel provient surtout des sympathisants Les Républicains, quand Marine Le Pen reste mieux positionnée dans les catégories populaires.** Finalement, Marine Le Pen et Jordan Bardella attirent des forces différentes, mais pouvant être complémentaires. La question de 2027 est de savoir lequel des deux électorats, le populaire ou le cadre conquis à droite et au centre-droit, est le plus décisif de rallier.

Ce basculement dessine la condition arithmétique d'une victoire. **Pour l'emporter, un candidat doit aujourd'hui rassembler au-delà d'un seul camp, faire plus de 20 % dans presque toutes les catégories sociales.** C'est ainsi qu'Emmanuel Macron a été élu en 2017, en captant des voix de façon homogène sur l'ensemble des catégories socio-professionnelles. Une situation qui avait été similaire pour François Hollande en 2012 et Nicolas Sarkozy en 2007. Le

Rassemblement national a précisément semble avoir entamé cette mue : **il n'est plus le parti d'un bloc, mais une force qui mord dans tous les segments de l'électorat.**

Le précédent vaut aussi à gauche. **En 1981, François Mitterrand n'a pas gagné en radicalisant son socle, mais en conquérant l'électorat en expansion de l'époque, ces classes moyennes salariées que la croissance avait fait grossir.** Toute vague majoritaire naît de la capture du groupe social montant. Pour le Rassemblement national, ce groupe est aujourd'hui celui des classes populaires et moyennes des périphéries, dont il a fait son socle, mais la majorité se jouera sur sa capacité à déborder vers les catégories qui lui résistent encore.

Cette coexistence a une limite que la campagne rendra visible. Dans son dernier programme complet, celui présenté aux élections législatives de 2024, le Rassemblement national additionnait les promesses de baisses d'impôts sans dégager les économies correspondantes. **La Fondation IFRAP a chiffré ce déséquilibre à 20,5 milliards d'euros de baisses annoncées pour 8 milliards d'économies identifiées, soit un déficit supplémentaire de 14,5 milliards d'euros par an au minimum, et la principale économie invoquée, 13 milliards issus de la préférence nationale sur les aides sociales, n'apparaît pas constitutionnelle en l'état.** Ce grand écart n'est pas tenable indéfiniment. Le candidat qui portera le parti en 2027 devra trancher entre la rigueur budgétaire qui rassure les épargnants et la générosité sociale qui retient la base, arbitrage que ni l'un ni l'autre n'a encore assumé publiquement.

Ce grand écart a une conséquence que l'on oublie souvent. Le virage libéral n'a même pas encore convaincu ceux qu'il vise. Le patronat reste sceptique des deux prétendants. Lors d'un dîner réunissant plusieurs grands chefs d'entreprise, dont Bernard Arnault, Marine Le Pen a été jugée dogmatique et trop interventionniste, et la directrice générale d'Engie a qualifié le programme énergétique du parti de mauvais pour la France. Jordan Bardella courtise ouvertement les milieux d'affaires, jusqu'à un déjeuner très commenté au siège du MEDEF en avril 2026, mais l'organisation patronale demeure sceptique sur les promesses économiques du parti, et le profil de son conseiller spécial, un ancien gestionnaire de fortune proche du milliardaire conservateur Pierre-Édouard Stérin, nourrit la curiosité plus

que l'adhésion. Autrement dit, la ligne libérale prend le risque de fragiliser la base populaire sans avoir gagné en retour l'adhésion des milieux économiques, ce qui fait peser sur la stratégie de Bardella une incertitude que les sondages de premier tour ne mesurent pas.

COMMENT LE RASSEMBLEMENT NATIONAL PRÉPARE 2027 ?

LE RN PEUT-IL FAIRE 50% + 1 VOIX ?

Aux trois seconds tours présidentiels que la famille lepéniste a disputés, elle a obtenu 17,79 % des suffrages en 2002, 33,90 % en 2017 et 41,45 % en 2022. La progression est réelle et régulière, mais il manque encore plus de huit points pour franchir la barre majoritaire. La question de 2027 est donc : d'où viendront ces huit points ?

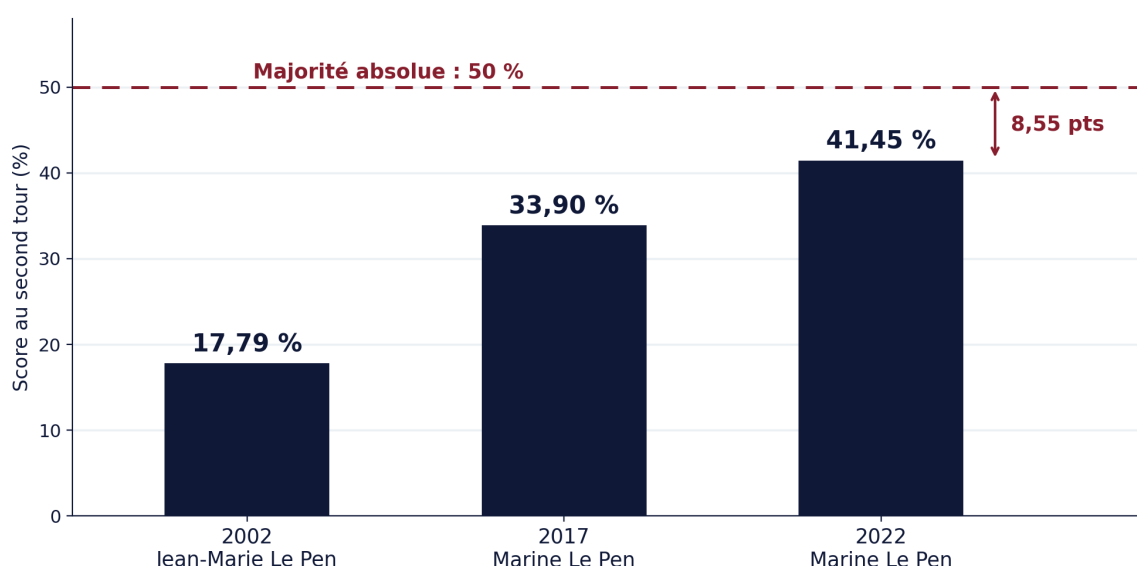


Figure 1. Scores du candidat lepéniste aux seconds tours des élections présidentielles (2002, 2017, 2022). Résultats officiels du ministère de l'Intérieur.

Nous identifions **quatre conditions cumulatives** qui permettraient au RN de briser le plafond de verre du second tour : **l'effacement du *gender gap*** (I), la concrétisation **d'un vote attrape tout sans angle mort** (II), **une adhésion à la figure du candidat supérieure à son rejet par l'opinion publique** (III), et la **comparaison du rejet entre les offres politiques proposées** (IV).

L'EFFACEMENT DU GENDER GAP

Une majorité se construit d'abord en mobilisant autant les femmes que les hommes. Longtemps, les partis de droite radicale ont buté sur un écart de genre, le *Radical Right Gender Gap*, les femmes votant nettement moins pour eux.

Cet écart a aujourd'hui disparu en France. **Aux européennes de 2024, le vote féminin pour la liste RN atteint 30 %, contre 20 % en 2019, au point que les femmes ont même voté un peu plus que les hommes pour le parti.** Aux législatives qui suivent, les travaux de recherche ne relèvent plus aucune différence significative entre les deux sexes, y compris chez les plus jeunes. Cette condition longtemps handicapante, est désormais remplie, et elle doit beaucoup à la normalisation portée par un discours moins frontal sur les questions de société. Le verrou de genre saute donc, ce qui élargit d'autant la base potentielle d'une majorité.

UN VOTE ATTRAPE-TOUT SANS ANGLE MORT

Une majorité suppose ensuite un vote sans trou, ni sociologique ni géographique. Sur le premier plan, la mue est plutôt spectaculaire. Le vote RN a effacé ses lignes de faille, gagnant les retraités, les catégories socioprofessionnelles supérieures et les classes moyennes qui lui étaient fermées, au point que sa sociologie épouse désormais presque celle de la population française, comme la première partie l'a montré. C'est la définition même d'un vote attrape-tout. Sur le plan géographique en revanche, l'angle mort demeure béant. Le parti culmine dans les communes rurales et périurbaines, mais reste sous 20% dans les métropoles de plus de 200 000 habitants. Or c'est là que se concentrent les voix qui font une majorité nationale. Tant que les grandes villes lui résistent, le vote attrape-tout reste incomplet là où il devrait croître.

UNE ADHESION SUPERIEURE AU REJET

Une majorité exige enfin que la cote d'adhésion dépasse la cote de rejet, c'est-à-dire que le candidat attire plus qu'il ne repousse. C'est la condition la moins

bien remplie. Le Rassemblement national a considérablement réduit son niveau de rejet mais il ne l'a pas inversé partout. Le mécanisme du front républicain, même affaibli dans les consignes des partis, continue de fonctionner dans le comportement des électeurs dès qu'une victoire du RN devient possible. Les élections à deux tours des dernières années le confirment, des régionales de 2015 aux législatives de 2024. Le scrutin municipal de mars 2026 en offre la démonstration la plus récente et la plus nette.

L'exemple le plus marquant est celui de la percée électorale d'Eric Zemmour entre la fin 2021 et le début 2022. Donné dans de nombreux sondages entre 15% et 20% aux coudes à coudes avec Marine Le Pen, le candidat de Reconquête ! disposait malgré tout d'une cote de rejet très largement à sa cote d'adhésion rendant son élection impossible.

UNE COMPARAISON DU REJET

Dernier paramètre, alors que la cote du rejet Le Rassemblement national s'érode progressivement, il est à noter que **les cotes de rejet des autres personnalités ou partis politiques concurrents progressent** comme l'illustre le baromètre Elabe pour Les Échos notamment dans sa dernière édition du 2 juillet 2026⁸.

Dans le camp présidentiel, le rejet demeure fort. Cela se voit au niveau du binôme de l'exécutif comme l'atteste le graphique suivant montrant que la cote de confiance autour du président de la République est tombée structurellement très bas (en dessous de 27% depuis la dissolution qui était le niveau au plus bas lors des Gilets Jaunes sur les 7 premières années des mandats Macron).

⁸ [Baromètre – L'observatoire politique](#), Sondage Elabe pour Les Echos, 2 juillet 2026.

Evolution de la cote de confiance de l'exécutif

Récapitulatif depuis mai 2017

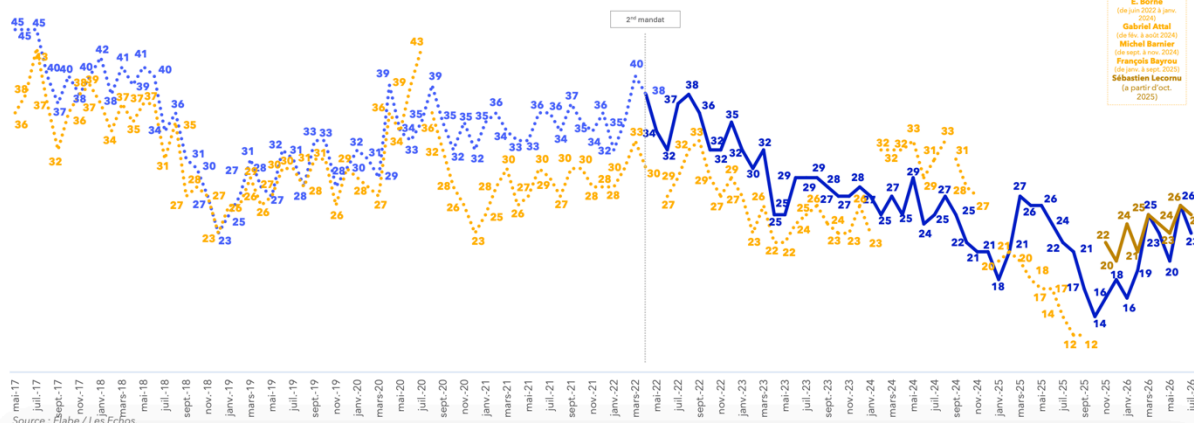


Figure – **La cote de confiance de l'exécutif depuis 2017**, Elabe pour Les Echos⁹

Cette défiance à l'endroit du chef de l'État se répercute aussi sur les personnes que les Français estiment faire parti de son camp. Ainsi, selon un dernier sondage Odoxa du 4 juillet 2026, **57% des Français ont une « mauvaise opinion » d'Édouard Philippe, contre seulement 43% qui ont une bonne opinion de lui**. Il s'agit d'une chute de 11 points en 2 ans et de près de 20 points en 6 ans puisque l'on se souvient que Edouard Philippe a longtemps dominé le classement des personnalités en lesquelles les Français avaient le plus confiance.

Cette érosion vaut aussi pour Gabriel Attal dont la cote de confiance se situe désormais à 32% contre plus de 47% avant la dissolution de 2024 ainsi que pour Bruno Retailleau à hauteur de 28% contre 42% lorsqu'il était ministre de l'Intérieur en décembre 2024.

Les candidats de gauche souffrent également d'un rejet pour des raisons différentes : incapacité à réaliser l'union, thèmes semblés plus éloignés des préoccupations des Français, difficulté à élargir un discours pour séduire des électeurs du centre. Tous subissent un plus fort rejet qu'une adhésion même François Hollande, pourtant en progression. Les écarts sont très importants : 60%

⁹ Ibid.

de rejet contre 25% d'adhésion pour François Hollande, 47% contre 23% d'adhésion pour Raphaël Glucksmann, 47% contre 21% pour Bernard Cazeneuve, 20% contre 45% pour Fabien Roussel, 18% contre 48% pour François Ruffin, 15% contre 50% pour Olivier Faure, 14% contre 53% pour Marine Tondelier et 15% contre 74% pour Jean-Luc Mélenchon le principal candidat à gauche selon les intentions de vote¹⁰.

MUNICIPALES 2026 : DES ENSEIGNEMENTS A TIRER POUR LE RN ?

Les municipales de mars 2026 offrent le test le plus récent de cette capacité à dépasser le socle, et leur enseignement est double. En quantité, le Rassemblement national réalise la plus forte percée de son histoire municipale. Il administrait 14 communes après 2020, il en dirige désormais une soixantaine, et son nombre de conseillers municipaux passe d'environ 1 500 à plus de 3 000. Le parti se dote pour la première fois d'un vivier d'élus locaux dense, atout précieux en vue des sénatoriales de septembre 2026 et de la collecte des cinq cents parrainages de 2027.

En qualité, le résultat est plus sévère. Gilles Ivaldi, chercheur au CEVIPOF, résume le paradoxe : **le bilan est quantitativement bon, mais la qualité laisse à désirer.** La géographie du vote bouge peu, la corrélation avec les résultats de 2020 reste forte, et le parti consolide ses bastions du Nord-Est et du Sud plus qu'il ne conquiert de nouveaux espaces. Surtout, il échoue une nouvelle fois dans les grandes villes. Le fait décisif tient au comportement des électeurs entre les deux tours. Le front républicain n'a pas disparu, il a changé de nature : moins une consigne imposée par les partis, désormais un réflexe autonome d'une partie de l'électorat, qui se réactive dès qu'une victoire du RN devient possible. C'est ce mécanisme qui a fait chuter le parti à Marseille, à Nîmes et à Toulon, et il éclaire directement 2027 : le Rassemblement national peut arriver largement en tête au premier tour sans réunir de majorité au second.

Deux villes résument l'écart entre la force de premier tour et la victoire finale. À Toulon, la candidate RN Laure Lavalette arrive largement en tête au premier tour

¹⁰ Ibid.

avec 42 % des voix, loin devant deux listes de droite. Tout semble joué. Mais au second tour, le désistement du candidat Les Républicains en faveur de la maire sortante fait basculer le scrutin : Lavalette est battue, 47,65 % contre 52,35 %. À Nice, à l'inverse, l'allié du RN Éric Ciotti l'emporte, 48,54 % contre 37,20 % pour le maire sortant. La différence ne tient pas à la dynamique nationale, identique dans les deux cas, mais à l'ancrage local et à la capacité d'agréger au-delà du socle. Là où le RN incarne une figure implantée et un vote de rassemblement, il gagne. Là où il reste perçu comme le parti à barrer, le front républicain se referme. Cette asymétrie est la clé de 2027.

L'AVANTAGE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL : LE SEUL PARTI QUI JOUE DÉJÀ LE SECOND TOUR

Le premier tour de 2027 présente une asymétrie inédite sous la Cinquième République. Le candidat du Rassemblement national, quel qu'il soit, domine toutes les hypothèses testées, entre 31 % et 38 % des intentions de vote selon les instituts, quand aucun de ses concurrents ne dépasse durablement la moitié de ce score. Cette domination a une conséquence paradoxale : la véritable compétition du premier tour se joue derrière le Rassemblement national, entre les trois autres blocs décrits dans notre note sur la quadripartition, la gauche de rupture autour de Jean-Luc Mélenchon, la gauche de gouvernement autour de Raphaël Glucksmann, et le bloc central et de droite de gouvernement où s'affrontent Édouard Philippe, Gabriel Attal et Bruno Retailleau. Le parti à la flamme ne choisira donc pas son adversaire de second tour. Ce sont la fragmentation ou la consolidation des autres camps qui le désigneront.

Cette position confère au RN un avantage que nul autre parti ne possède. **Sur le papier, sa présence au second tour ne fait aucun doute.** Là où ses concurrents devront d'abord dépenser toute leur énergie à se qualifier, dans une bataille fratricide pour la deuxième place, lui peut déjà se comporter en finaliste. C'est un avantage de tempo autant que de score. **Pendant que les autres blocs adoptent des stratégies de premier tour, le candidat frontiste peut s'adresser d'emblée au pays entier, installer ses thèmes de rassemblement et soigner sa stature présidentielle.** Aucun candidat depuis 2017 n'a disposé d'une telle certitude aussi tôt, et cette longueur d'avance stratégique vaut, en campagne, autant que quelques points d'intentions de vote.

Au-delà de l'aspect « tactique », cette configuration donne au RN une avance sur le récit. En effet, le parti peut aborder l'élection présidentielle avec la logique gaulliste : celle d'une rencontre directe entre un candidat et une majorité de Français (50+1) et non de chercher à surmobiliser une partie du corps électoral. Or, tous les autres adversaires du RN adoptent des stratégies de premier tour. Les candidats de gauche cherchent à rassembler la gauche en espérant une division

de l'offre au centre et à droite. Les thèmes de campagne à gauche ne sont donc pas ceux permettant de toucher l'ensemble des Français, d'autant plus lorsqu'ils penchent davantage à droite. Pour les candidats de la droite et du centre, la logique est similaire : ils cherchent à rassembler un socle électoral à 20% dans leur camp face au risque d'un second tour Mélenchon/RN en comptant sur une division et/ou un affaiblissement du bloc de gauche avec la personnalité de Jean-Luc Mélenchon.

Cette avance ainsi que sa mue en parti « attrape tout » au sens de Frédéric Dabi, constituent des points forts pour 2027, mais il porte pourtant en lui son propre poison. Être qualifié d'avance signifie aussi devenir la cible désignée de tous les autres. Le RN concentre contre lui, dès le premier tour, l'attention et l'hostilité des trois blocs qu'il domine, et son adversaire de second tour, quel qu'il soit, héritera mécaniquement des reports de tous les électeurs qui voudront lui barrer la route. L'avantage du premier tour se retourne ainsi en handicap du second. Plus le parti écrase la première manche, plus le réflexe de rassemblement adverse se durcit dans la seconde. La force qui qualifie le RN l'isole aussi et c'est ce qui révèle ses faiblesses persistantes.

UN STATUT DE FAVORI, MAIS DES FAIBLESSES

DEPUIS 2012, LE RN EST TOUJOURS DONNÉ PLUS HAUT DANS LES SONDAGES 1 AN AVANT LA PRÉSIDENTIELLE

L'histoire sondagière de la famille Le Pen impose cette prudence.

À un an de chaque présidentielle, Marine Le Pen a systématiquement été créditée de scores supérieurs à son résultat final. **Donnée en tête à 23 % dès mars 2011, elle recueille 17,9 % au premier tour de 2012. Créditée de 26 % au printemps 2016, elle termine à 21,3 %.**

Donnée en tête à 27 % en avril 2021, elle finit à 23,15 %. Trois campagnes, trois érosions, de trois à six points. Les scrutins intermédiaires nourrissent la même illusion d'optique : les 24,9 % des européennes de 2014 ont débouché sur 21,3 % à

la présidentielle suivante, les 23,3 % de 2019 sur 23,15 %, et rien ne garantit que les 31,4 % de 2024 se transposent en 2027.

La dynamique mesurée hors campagne surestime structurellement le résultat obtenu en campagne, et ce constat vaut pour la marque RN quelle que soit la tête qui la porte.

DES DUELS VOLATILS ET UNE FAVORITE SANS MESURE

À l'automne 2025, les enquêtes dessinaient un boulevard. Le baromètre Odoxa de novembre donnait Jordan Bardella vainqueur de tous les duels de second tour testés : **53 % face à Édouard Philippe, 56 % face à Gabriel Attal, 58 % face à Raphaël Glucksmann et 74 % face à Jean-Luc Mélenchon**. Quatre mois plus tard, le même institut enregistrerait une bascule. Toujours largement en tête du premier tour, Bardella était désormais battu par Édouard Philippe au second, 48 % contre 52 %, en recul de cinq points, dans le sillage d'une réélection au Havre qui avait fait bondir la popularité du maire. La leçon dépasse la photographie de l'instant. L'avance de Bardella dans les duels fond à mesure que l'adversaire se consolide, ce qui rappelle que ces enquêtes, à un an du scrutin, mesurent des notoriétés davantage que des campagnes.

Marine Le Pen, elle, a disparu de ces duels, les instituts ayant cessé de la tester au second tour. Cette absence constitue une information en soi, l'hypothèse Bardella étant devenue la référence des sondeurs. Elle prive surtout l'analyse de toute mesure directe et oblige à raisonner à partir des potentiels. Le différentiel entre les deux candidats se concentre chez les sympathisants Les Républicains, dont 16 % se disent prêts à voter pour Bardella mais pas pour elle. Dans un second tour serré contre le centre-droit, ce différentiel pèserait exactement là où l'élection se déciderait.

DES DIFFICULTÉS GÉOGRAPHIQUES ENCORE ÉPROUVÉES

La percée municipale révèle en creux une fragilité structurelle. Le RN ne présente que 548 listes, à peine plus que les 478 de 2020, très loin de son ambition d'être présent partout. Ce déficit traduit moins un manque d'électeurs qu'une pénurie de cadres locaux capables de conduire des listes crédibles. Faute de vivier, le parti

a dû aligner 34 de ses députés comme têtes de liste. Or l'élection municipale récompense l'ancrage avant l'étiquette : les maires sortants obtiennent en moyenne plus de 65 % des voix, contre 31 % pour les députés parachutés et 23 % pour les candidats sans mandat. Cette dépendance aux figures nationales confirme que le Rassemblement national demeure un parti des villes moyennes et du périurbain, pas encore une force capable de gouverner les métropoles.

Les municipales 2026 offrent une illustration éclairante de cette dimension avec les exemples de deux métropoles du Sud (terre du RN). **Pourquoi dans des conditions similaires, Éric Ciotti (ancien LR allié au RN) fait gagner la droite nationale à Nice lorsque Laure Lavalette (figure nouvelle et forte du RN) perd à Toulon ?**

Le cordon sanitaire anti-RN réactivé à l'entre-deux tours à Toulon

Au soir du premier tour, pourtant, tous les indicateurs semblaient favorables à la députée du Var. **Avec 42 % des suffrages**, Laure Lavalette arrive largement en tête devant deux listes concurrentes issues de la droite traditionnelle. Ce résultat résume la profonde recomposition du paysage politique toulonnais observée depuis plusieurs années : le RN domine désormais le premier tour et apparaît comme la première force politique de la ville.

Dans cette configuration confortable, cette avance pouvait laisser envisager une victoire au second tour. C'est d'ailleurs ce qui nourrit, durant l'entre-deux-tours, le discours optimiste de la direction du RN, persuadée que la dynamique nationale finirait par emporter les dernières résistances locales. **Mais a posteriori, on comprend que l'idée selon laquelle les reports de voix s'effectueraient principalement selon un simple rapprochement idéologique est tout simplement pas une réalité mathématique.**

Contrairement aux scrutins nationaux, les municipales sont profondément marquées par des considérations portant sur les qualités d'un **“bon maire gestionnaire”**, par l'attachement aux équipes sortantes et par les stratégies de **coalition**. La personnalité des candidats y joue un rôle beaucoup plus important que leur seule appartenance partisane. Les enquêtes mentionnées par Gilles Ivaldi

dans sa note montrent ainsi que près de **trois électeurs sur quatre** déclarent voter d'abord en fonction du candidat et des enjeux locaux plutôt que des étiquettes politiques. Ce phénomène réduit mécaniquement la capacité du RN à miser sur sa dynamique nationale. Mais la principale explication est la suivante : **c'est la puissance et la réactivation du front républicain, en particulier dans l'entre-deux tours !** Le cas de Laure Lavalette à Toulon en constitue l'illustration la plus forte. Les électeurs de droite modérée, du centre et d'une partie de la gauche préfèrent finalement maintenir la maire sortante plutôt que de permettre l'arrivée du RN.

À Nice, l'ancrage local et sanction ont permis l'arrivée du RN sanction ont permis l'arrivée du RN

Le contraste avec Nice est particulièrement révélateur. À première vue, les deux situations présentent des similitudes : dans les deux cas, la droite traditionnelle est divisée et le RN espère profiter de cette fragmentation. **Pourtant, les résultats sont diamétralement opposés.** La différence tient d'abord à la nature même de la candidature victorieuse. À Nice, le vainqueur n'est pas un candidat RN mais Éric Ciotti, président de l'UDR, dont l'alliance avec le Rassemblement national s'inscrit dans une trajectoire politique ancienne. Ancien président des Républicains, longtemps député des Alpes-Maritimes et figure politique solidement implantée dans le département, Ciotti bénéficie d'un capital personnel que ne possède pas Laure Lavalette. Son élection ne traduit donc pas uniquement la progression du RN ; elle sanctionne également le rejet de Christian Estrosi et récompense un candidat bénéficiant d'une forte crédibilité à l'échelle locale.

Cette dimension personnelle est d'ailleurs pleinement confirmée par les données du CEVIPOF. Les candidats disposant déjà d'un mandat exécutif ou d'un fort ancrage territorial obtiennent systématiquement des résultats supérieurs aux candidats moins implantés. Autrement dit, l'alliance avec le RN ne suffit pas à expliquer la victoire de Nice ; elle est avant tout rendue possible par la personnalité d'Éric Ciotti et par son enracinement dans la vie politique de sa circonscription.

À Toulon, la situation est sensiblement différente. Laure Lavalette bénéficie d'une forte visibilité nationale en tant que députée, mais elle ne dispose pas du même capital municipal ni du même réseau local que son homologue niçois. Son avance du premier tour traduit avant tout la puissance électorale du RN dans le Var ; elle ne suffit pas à construire une coalition majoritaire au second tour. À l'inverse, Éric Ciotti apparaît capable de fédérer une partie significative de l'électorat traditionnel de droite sans provoquer les mêmes réflexes de rejet que ceux suscités par une candidature explicitement identifiée au RN. **Finalement, les électeurs n'ont pas voté RN, mais ont voté Éric Ciotti, et il n'a pas eu besoin de cet étiquetage pour paraître crédible aux yeux des Niçois.**

Nice VS Toulon : tendre la main à droite n'assure pas un succès électoral

Cette comparaison met finalement en évidence les limites de la stratégie d'union des droites poursuivie par Jordan Bardella. L'expérience niçoise ne constitue pas la preuve que cette stratégie fonctionne partout ; elle apparaît davantage comme une exception liée aux caractéristiques politiques très particulières des Alpes-Maritimes et à la personnalité d'Éric Ciotti. **À l'échelle nationale, la main tendue par le RN est largement restée sans réponse.** Les fusions de listes sont demeurées rares, les alliances locales limitées et la plupart des responsables **LR ont préféré conserver leur autonomie plutôt que d'engager une recomposition durable avec l'extrême droite.**

Toulon et Nice montrent deux scénarios opposés de la stratégie de conquête du RN. La victoire niçoise démontre que l'union des droites peut fonctionner lorsqu'elle s'appuie sur une personnalité fortement implantée, issue de la droite traditionnelle et capable de rassurer un électorat modéré. L'échec de Toulon rappelle au contraire que la seule progression électorale du RN ne suffit pas à construire une majorité lorsque persiste une logique de rassemblement anti-RN au second tour. Cette distinction constitue probablement la principale leçon politique des municipales de 2026.

QUEL EST LE CHEMIN DE VICTOIRE POUR LE RN EN 2027 ?

UN CHEMIN DE VICTOIRE DÉPENDANT DE LA NATURE DU CLIVAGE DOMINANT AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

En réalité, **le Rassemblement national, peu importe son candidat, doit composer avec une donne qui est celle de la nature du clivage dominant.** Cela ne signifie pas qu'il y a un seul clivage, mais plutôt qu'à chaque présidentielle, l'un d'entre eux se détache des autres.

Jusqu'à 2017, le clivage dominant était entre la gauche et la droite autour des variables lourdes, reconnues dès les années 1960-1970 par Michelat et Simon fondateurs de la science électorale. Ils incluent la classe sociale et la pratique religieuse comme déterminants du vote : le monde ouvrier déchristianisé votait davantage à gauche lorsque les classes sociales plus aisées et dont la pratique religieuse chrétienne était plus forte, votaient plus à droite. Si d'autres clivages existent (urbains/ruraux, immigrés/enracinés, perdants/gagnants de la mondialisation), ces derniers ont nourri celui entre la droite et la gauche qui se matérialisait par le bipartisme entre l'UMP et le PS.

Or, en 2017, l'essoufflement de la bipolarité de la vie politique française avec l'émergence du RN mais aussi de LFI est concomitante avec un nouveau clivage entre le « nouveau monde » et « l'ancien monde ». **C'est pourquoi Emmanuel Macron carbure aussi sur le dédagisme comme Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon.**

En 2022, avec les conflits en Ukraine et la crise énergétique, **le clivage s'est davantage porté sur les perdants et gagnants de la mondialisation symbolisée par la crise structurelle du pouvoir d'achat en France** et le déclassement économique intergénérationnel consistant en ce que de plus en plus de Français craignent de plus en plus pour le niveau de vie de leurs enfants.

Pour 2027, deux options de clivage pourraient être possibles : **la résilience du clivage gauche-droite comme l'indique Marcel Gauchet ou alors la consécration du clivage « élitare contre populaire ».**

Ainsi, le « ni droite ni gauche » n'était pas une coquetterie, c'était la formule qui a fait la force du parti pendant quinze ans. En refusant les étiquettes, il captait les électeurs déçus de tous les camps, y compris des ouvriers et des employés venus de la gauche qui n'auraient jamais voté « pour la droite ». L'union des droites que vise Bardella est un pari inverse. Elle peut débloquent l'électorat Les Républicains, mais elle risque de brouiller ce qui séduisait un électorat populaire hostile à la droite classique. Chaque pas vers la droite de gouvernement est un pas hors de la posture antisystème qui a nourri l'ascension du parti. Un signal joue toutefois en faveur du pari de Bardella : dans le camp présidentiel comme à droite, La France insoumise tend à remplacer le Rassemblement national comme figure repoussoir, ce qui desserre le front républicain et facilite la normalisation.

Cette alternative renvoie à une divergence plus profonde, celle du clivage que l'on juge dominant dans la société française. Marine Le Pen a toujours inscrit son combat dans une opposition entre les élites et le peuple, cette fracture entre métropoles mondialisées et France périphérique théorisée par le géographe Christophe Guilluy, et dont la force paraît surpasser la résilience du clivage gauche-droite qu'analyse Marcel Gauchet. Le « ni droite ni gauche » découle de cette lecture, qui fait du Rassemblement national le parti du peuple contre les élites de tous les camps. L'option Bardella laisse entrevoir un autre pari, celui de réinvestir le clivage gauche-droite pour prendre la tête d'un bloc de droite élargi, sans que rien ne garantisse que telle sera effectivement sa ligne. Le choix du candidat engagerait ainsi, au-delà des personnes, la grille de lecture que le parti retient de la société française.

QUEL CHEMIN DE VICTOIRE POUR MARINE LE PEN ?

Marine Le Pen aborde cette campagne dans une situation qu'aucun candidat n'avait connue avant elle : déclarée au soir même de sa condamnation confirmée, elle a **neutralisé par un pourvoi en cassation la peine d'un an de prison aménageable sous bracelet**, transformant une contrainte judiciaire en argument de détermination. Ce pourvoi la laisse libre de ses mouvements pour toute la campagne, au prix d'un pari, celui d'une cassation favorable ou tardive, faute de quoi la peine s'appliquerait dans la dernière ligne droite. Sa candidature ainsi sécurisée, son chemin de victoire épouse la logique décrite dès la première partie : **conserver intact le socle dont la ligne sociale est la matrice.**

Ce socle n'a rien d'abstrait, et les deux premières parties en ont mesuré la profondeur. Aux législatives de 2024, le Rassemblement national réunissait 57 % du vote ouvrier et 44 % du vote employé, dominait chez les non-bacheliers et s'imposait comme le premier parti des salariés du public comme du privé. Cette assise, Marine Le Pen l'a bâtie depuis 2011 en **déplaçant le centre de gravité du parti vers la protection du pouvoir d'achat et la défense des services publics**, et elle en demeure la garante naturelle. Là où le virage libéral de Jordan Bardella ferait courir le risque, identifié en première partie, de fragiliser cette base en poussant le curseur vers la droite, sa candidature à elle offre la certitude de préserver ce qui, comme la géographie du vote l'a montré, tient la France périphérique et populaire, celle des communes de moins de 10 000 habitants d'où proviennent près de 70 % des voix du parti.

Cette solidité du socle se double d'un avantage personnel que les données d'opinion confirment. Le crédit de Marine Le Pen reste supérieur sur les attributs de la fonction. Selon le baromètre Elabe pour Les Echos¹¹, 42 % des Français lui reconnaissent la stature pour être présidente de la République, contre 38 % pour Jordan Bardella, et elle est jugée plus solide sur les enjeux internationaux, 37 % contre 31 %¹². Plus contre-intuitif encore, **les sympathisants Les Républicains eux-mêmes, cible prioritaire de la stratégie Bardella, la préfèrent**

¹¹ Baromètre, L'observatoire politique, sondage Elabe pour Les Echos, 2 juillet 2026.

¹² Ibid.

systématiquement à lui sur la crédibilité gouvernementale et l'expérience politique, et les Français sans proximité partisane font le même choix. Le paradoxe mérite d'être posé : Jordan Bardella capte les intentions de vote de la droite, mais Marine Le Pen y conserve la prime de crédibilité. La conquête bardellienne repose sur l'attrait, non encore sur la confiance.

Il faut d'ailleurs rappeler d'où vient le crédit dont bénéficie aujourd'hui son cadet. La dédramatisation est une œuvre de quinze ans, et elle porte sa signature : rupture méthodique avec les provocations paternelles dès 2011, exclusion de Jean-Marie Le Pen en 2015 du parti, abandon du nom Front national en 2018, normalisation du groupe parlementaire après 2022. Jordan Bardella en récolte le bénéfice sans en avoir payé le prix politique. Son atout régalien repose donc en partie sur un capital qu'il n'a pas constitué lui-même, et dont rien ne garantit qu'il saurait le reconstituer si une crise venait l'entamer.

Cette dépendance se lit jusque dans les courbes de popularité. Les vagues successives des baromètres montrent que les cotes des deux dirigeants évoluent de concert, **celle de Jordan Bardella montant quand celle de Marine Le Pen monte et refluant avec elle**, assortie d'un léger bonus de nouveauté. Au printemps 2026, les deux figures atteignent ensemble des niveaux sans précédent pour leur famille politique, Jordan Bardella établissant un record de cote d'avenir à 47 % quand sa mentore progresse dans le même mouvement¹³. La marque Bardella demeure, à ce stade, une déclinaison de la marque Le Pen. Elle en amplifie l'attrait sans s'en être émancipée, et nul ne sait comment elle se comporterait le jour où elle devrait porter seule le poids d'une campagne.

Le chemin de Marine Le Pen consiste donc à convertir cette crédibilité supérieure en dépassement de son plafond. Les deux premières parties ont rappelé que sa force au premier tour, désormais celle d'un vote attrape-tout, n'a jamais suffi à produire une majorité au second, et que **le front républicain, s'il s'érode chez les électeurs de droite, se reforme encore par les appareils politiques de gauche et par une surmobilisation dans l'isolement**. C'est ce mur qu'elle devra franchir. Sa candidature offre pour cela la continuité du « ni droite ni gauche » et la

¹³ Ibid.

préservation du socle, mais elle porte deux handicaps que la campagne éprouvera : le poids symbolique d'une quatrième candidature dans un pays qui valorise le renouvellement, et une condamnation confirmée que ses adversaires exploiteront, même si la distinction établie par les juges eux-mêmes, un enrichissement partisan et non personnel, la sépare du destin de François Fillon.

CONCLUSION

Le Rassemblement national est-il aux portes du pouvoir ? Au terme de ce parcours, la réponse tient en une distinction : **jamais le parti n'a disposé d'un tel potentiel, et jamais pourtant sa victoire n'a été moins acquise** que ne le suggèrent les enquêtes. Son potentiel est réel, car la mue attrape-tout décrite en première partie lui ouvre des réserves de voix dans toutes les catégories, des retraités aux cadres en passant par une jeunesse conquise, quand sa candidate conserve la prime de crédibilité sur les attributs de la fonction et un socle populaire éprouvé par trois campagnes. Or, la deuxième partie l'a montré, **l'élection présidentielle ne récompense pas le potentiel de premier tour, elle sanctionne la capacité à rassembler une majorité absolue un soir de second tour**, face à un front républicain affaibli mais dont les législatives de 2024 et les municipales de 2026 ont rappelé qu'il savait se reformer. À cette aune, et compte tenu de la surcote qui affecte régulièrement les scores du parti en fin de campagne, **la domination des sondages ne vaut pas promesse de victoire.**

L'actualité a tranché la question de la personne sans trancher celle de la ligne. En se déclarant candidate au soir de sa condamnation, puis en écartant le bracelet par un pourvoi en cassation, Marine Le Pen a refermé le débat sur le nom, dans un parti qui ne connaît ni primaire ni vote des adhérents et où Jordan Bardella avait lui-même conditionné sa candidature à un empêchement désormais levé. Mais le parti aborde la campagne avec une candidate porteuse de la ligne sociale et un président incarnant la ligne libérale, deux offres économiques que le politologue Luc Rouban juge inconciliables à terme. Cette contradiction, plus que toute autre faiblesse, constitue **l'hypothèque véritable de 2027, car elle offre à ses adversaires un angle d'attaque permanent et expose le parti à décevoir l'un de ses deux électorats au premier acte de gouvernement.**

Le chemin de la majorité passe donc par une clarification que la désignation de la candidate n'a pas opérée. Conserver le socle populaire dont la ligne sociale est la matrice, tout en retenant les électorats nouvellement conquis à droite et dans la jeunesse, telle est l'équation, et elle ne se résoudra pas par l'ambiguïté, car une campagne présidentielle finit toujours par forcer les candidats à choisir. Marine Le

Pen a gagné son procès politique et repris son destin en main. Il reste au Rassemblement national à démontrer qu'un parti parvenu aux portes du pouvoir peut encore incarner la rupture qui l'y a conduit, et à transformer, pour la première fois de son histoire, une domination de premier tour en majorité de second.

Par **William THAY**, **Mehdi TRIKI** et **Marine HANNOUNA**



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*